

Revue internationale d'action communautaire. *Les ambiguïtés du pouvoir local*. Numéro réalisé par Annick Germain et Pierre Hamel, 13, 53, 1985 : 1-160

Louis Guay

Volume 15, Number 3, February 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018030ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018030ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Guay, L. (1987). Review of [Revue internationale d'action communautaire. *Les ambiguïtés du pouvoir local*. Numéro réalisé par Annick Germain et Pierre Hamel, 13, 53, 1985 : 1-160]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 15(3), 297–298. <https://doi.org/10.7202/1018030ar>

historical happenings. *Working Lives* is well illustrated with 125 rare, excellent photographs.

Working Lives is not a his-story or her-story, it is their story, well told and well written at that: hard to put down once you start reading it. It should be required reading for any trade unionist, political activist and everyone east of the Rockies, because it is part of the answer to why the Workers' Movement in British Columbia is different.

Art Kube
President

British Columbia Federation of Labour

Revue internationale d'action communautaire. *Les ambiguïtés du pouvoir local*. Numéro réalisé par Annick Germain et Pierre Hamel, 13, 53, 1985: 1-160.

Un numéro spécial sur le pouvoir local n'est pas sans intérêt. S'il cherche en outre à comparer diverses situations nationales et régionales afin d'identifier des convergences, il risque de susciter un intérêt supplémentaire. La *Revue internationale d'action communautaire* a réuni, sous la direction de deux professeurs de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, des articles en provenance de la Belgique, de la France, du Canada, de l'Angleterre et des Etats-Unis. Si ces articles ne sont pas tous le résultat de recherches approfondies, les idées qu'ils avancent, les questions qu'ils soulèvent, les problèmes qu'ils discutent cernent bien les enjeux locaux et le pouvoir local qui connaissent une renaissance depuis quelques années. L'origine de cette renaissance est à trouver dans les transformations économiques et politiques récentes qui ont caractérisé les pays industriels. Mais, il existe aussi un bouillonnement à la base, dans les communautés locales, qui exerce une pression sur le pouvoir local, celui des communes, des municipalités, voire des régions, pour redonner vie à une forme de démocratie qui a le plus souvent été perçue comme celle qui était la plus proche du citoyen. La question qui sera constamment posée sera de savoir si la renaissance du pouvoir local est le résultat des faillites d'en haut, centralisation, grandes politiques, grands appareils, ou des affirmations d'en bas. Est-ce le dynamisme de la société civile ou la fragmentation des pouvoirs centraux qui rend compte du renouveau local? C'est à cette double question que les auteurs ont tenté de répondre, de façon théorique et à l'aide d'exemples.

L'exemple français est peut-être un cas extrême. La tradition politique française se caractérise par une forte dose de centralisation. Or, au début des années 80, on a voulu renverser ce mouvement. Une loi (2 mars 1982) tente de relocaliser la société française par une entreprise de décentralisation. L'article de Pierre Maclouf décrit sur quelle

toile de fond se tisse cette décentralisation: une double crise, crise économique et crise de l'Etat-providence. L'auteur montre comment cette double crise a été vécue dans trois localités bien différentes, l'une appartenant au Nord industriel, l'autre au Centre rural, enfin la dernière au Sud-est à économie diversifiée. L'auteur parle d'une reterritorialisation du social qui change profondément le modèle de développement et de l'aménagement mis en place depuis la guerre et fondé sur l'intégration nationale et la spécialisation régionale. Même la redistribution sociale, fer de lance de l'Etat-Welfare, est remise en cause. A la place, sont nées des solidarités locales qui expriment une vision davantage autocentrée du développement et qui assurent l'entraide sociale.

Mais les secousses structurelles du centre ne peuvent à elles seules amorcer des changements locaux. Il faut que, à la base, acteurs et mouvements locaux s'organisent. Plusieurs articles insistent sur cet aspect. Les changements structurels deviennent des occasions pour les acteurs locaux d'exprimer leurs désirs, de faire valoir leurs droits et d'exercer une plus grande maîtrise de la vie collective. Qui sont'ils? Longtemps, on a pensé que la gauche était moderniste, alors que la droite était conservatrice. Cette vision en blanc ou noir ne correspond pas aux réalités plus complexes et plus nuancées. D'abord, dans un pays comme la France, l'intégration locale et nationale a toujours été foretment maintenue par la classe politique, plus fortement peut-être du côté de la droite mais bien présente quand même du côté de la gauche (voir les articles d'Edmond Preteceille et de F. d'Arcy). Ensuite, il arrive que les nouveaux «locaux» soient issus non pas des élites traditionnelles, mais de classes instruites, de classes moyennes, de classes urbaines qui redécouvrent les vertus du local. De tels exemples se retrouvent dans les communes belges (l'article de Mormont et Mougenot), dans les régions du Québec (l'article de Gagnon), comme dans les quartiers urbains (l'article de Collin et Léveillée). Ces néo-locaux, urbains ou régionaux, peuvent être issus de la localité qu'il redécouvre et désire habiter. Mais ils peuvent aussi bien provenir de la ville, cherchant dans les communes et les régions rurales ou semi-urbaines une qualité de vie recherchée. Retour et «invasion» peuvent provoquer des réactions différentes. Il est dommage que l'on ait pas systématiquement exploré ces deux possibilités. Toutefois, certains exemples indiquent que lorsque les néo-locaux n'originent pas du milieu, un sentiment de rejet ou de méfiance naît parmi les habitants. La distinction entre «eux» et «nous» s'exprime nettement et crée des tensions difficiles à calmer (voir les commentaires des participants à la table ronde sur le film «Les illusions tranquilles»).

Enfin, le local est plus souvent qu'à son tour le lieu d'expérimentations sociales. Le récit de Lesemann montre comment, dans trois villes américaines (Hartford, Berkeley et Santa Monica), les citoyens et les élites locales ont été innovateurs et pas du tout conservateurs: des droits nouveaux

ont été défendus, ceux des minorités ethniques, des femmes, des locataires, des homosexuels.

D'autre part, les relations entre le local et le national offrent des particularités bien précises selon les contextes et les moments historiques. Lors de la modernisation politique du Québec, le local a été utilisé comme courroie de transmission des projets politiques et institutionnels émanant d'en haut (voir les articles de Gagnon et de Godbout), au point où la revalorisation actuelle du local apparaît comme un retour à l'équilibre. Mais il y a un danger: comme le fait remarquer Godbout, le retour au local n'implique pas un retour vers les usagers, vers les citoyens ordinaires. L'exemple de la mise sur pied au Québec des Centres locaux de services communautaires, qui est discuté dans l'article de Godbout, montre que des services locaux et communautaires, lorsque pris en charge par des professionnels, entretiennent avec les appareils centraux des relations privilégiées qui les éloignent des attentes et des aspirations des usagers locaux.

Dans un autre ordre d'idées, le local peut devenir le terrain de prédilection d'un combat politique d'envergure nationale. L'article de Pickvance décrit avec éloquence les relations conflictuelles entre le gouvernement conservateur anglais et les conseils des municipalités où dominent travaillistes ou socialistes. Ces conseils socialistes se font fermement opposés à plusieurs politiques conservatrices, à un point tel où ils ont eux-mêmes mis en danger leur propre survivance et ont été menacés de disparaître ou d'être mis en tutelle. L'étude de Pickvance montre comment le local est devenu le lieu de l'opposition systématique à une politique nationale voulant réduire les dépenses publiques. Devant un gouvernement majoritaire capable d'imposer ses choix, une opposition efficace s'est manifestée localement, à l'extérieur du parlement.

Le mérite de ce numéro spécial est d'avoir fait ressortir des pratiques d'innovations locales. C'est là la principale convergence que l'on peut observer. Celle-ci est le produit, indirect d'abord, de la double crise économique et politique et, directement, du dynamisme local. Mais quelle est la nature de ce dynamisme local? On peut reprocher à plusieurs auteurs de déceler trop rapidement dans ce dynamisme l'émergence de mouvements sociaux. Cette interprétation est forcée; toute innovation n'est pas produite par un mouvement social. D'ailleurs, le seul mouvement social en formation qui puisse utiliser le local comme lieu privilégié d'action est le mouvement écologiste. Plusieurs y font référence, mais trop peu s'attarde à examiner comment, dans tel et tel cas, l'écologisme comporte une vision localiste. L'article de Jessop et Weaver est le seul qui fasse référence à une certaine parenté de pensée et d'action entre le mouvement écologiste et la renaissance du local. Toutefois, en présentant leur modèle de coopération communautaire, solution de rechange au modèle de développement dominant, les auteurs escamotent le problème et, au lieu d'exposer dans les faits

comment écologisme et localisme collaborent, ils se réfugient dans une construction normative.

Les responsables du numéro ont annoncé, dans le titre comme dans leur présentation du début, leurs couleurs: le pouvoir local est ambigu. Se définit-il aujourd'hui «comme lieu de changement social» ou est-il, au contraire «sous des callures parfois modernisatrices», «le lieu de reconduction du statu quo» (p. 4). A première vue, cette double question paraît tout à fait sensée. Mais l'expression «statu quo» est malheureuse, car trop peu d'exemples discutés viennent soutenir la thèse du statu quo ou, pis encore, celle du retour en arrière. La situation actuelle dans laquelle s'affirme à nouveau le pouvoir local est bien particulière. Elle est issue certes de la récente crise économique, mais aussi des mouvements de toute nature qui ont caractérisé les années 60 et 70. Pour la plupart des auteurs, les sociétés ont changé; les structures sont appelées à être modifiées. Le statu quo n'est donc pas à l'horizon.

Tout ce que l'on peut imaginer, c'est que le renouveau du pouvoir local et la décentralisation politique qui l'accompagne ne satisfassent pas les espoirs des localistes les plus radicaux. Je ne pense pas que nous allons observer dans le futur la mise sur pied d'une société dont rêve, par exemple, les écologistes radicaux. Ce qui est en cause, c'est bien plutôt la renégociation des termes du partage du pouvoir entre le local et le national.

Louis Guay
Département de sociologie
Université Laval

Armstrong, Christopher and Nelles, H.V. *Monopoly's Moment: The Organization and Regulation of Canadian Utilities, 1830 - 1930*. Philadelphia: Temple University Press, 1986. Pp. XVII, 393. \$34.95.

In the early 1970s, when Canadian historians were pursuing historical synthesis through such traditional themes as biculturalism and political biography, some of their American counterparts were beginning to express eagerness for a new conceptual framework for the evolution of modern America. Dissatisfaction with progressive, revisionist, New Left and other forms of ideologically or methodologically driven history stemmed from a hankering after a synthesis of national life that would encompass all its modern, urban complexities.

For some, the potential for such a synthesis lay in the *forms* of modern society — in the emergence of the organizations which have grown to dominate twentieth century American life. The rationale was this: understand these organizations — especially “certain modes of orientation,